

La localisation, la régionalisation et... la mondialisation

Sommaire

- ▶ Petite histoire de la régionalisation au Québec
- ▶ Réorganisation en cours
 - quelques réformes (éducation, aide sociale, développement local, etc.)
 - les structures locales, régionales et nationales
- ▶ Enjeux et impacts
 - pour la population (État, pouvoir, citoyenneté, etc.)
 - pour les groupes (partenariat, rôles)

Objectifs et orientations gouvernementales 1997-2000

- ◆ favoriser la prospérité économique et sociale du Québec en relançant le *développement économique et la création d'emploi*
- ◆ continuer à bâtir une société juste et solidaire envers *les plus démunis*
- ◆ rétablir la marge de manoeuvre de l'État, en *redressant les finances publiques* [...]
- ◆ mieux desservir la population québécoise par des services publics offerts *à des coûts compétitifs* et adaptés aux *nouveaux besoins*
- ◆ préserver et promouvoir les divers éléments qui caractérisent *la société québécoise*

Survol des enjeux

◆ sur la population:

- ▶ l'État
- ▶ la « fragmentation »
- ▶ la citoyenneté

◆ sur les groupes

- ▶ le partenariat
- ▶ le rôle des organismes communautaires autonomes

Qu'est-ce que l'État

- ◆ L'État est beaucoup plus large que le gouvernement:
 - ▶ c'est un appareil qui comprend *3 éléments*:
 - le législatif: il adopte les lois (le parlement)
 - l'exécutif: il applique les lois (le gouvernement)
 - le judiciaire: il interprète les lois (le tribunal)
 - ▶ c'est un appareil dont la mission première est de *se reproduire*

Historique: le développement de l'État québécois avant 1960

- ◆ le Québec est en retard par rapport au reste de l'Amérique:
 - ▶ prise en charge par l'État des services publics
 - ▶ *sécularisation* et *professionnalisation*
- ◆ au Québec, il n'y a pas de services et de programmes publics universels
 - ▶ les services sociaux sont offerts sur le plan local
 - ▶ ils sont fournis par des organismes privés de charité, l'Église, la famille et les municipalités

Historique: la Révolution tranquille (les années 60-70)

- ◆ mouvement de modernisation, de démocratisation et de construction des services publics (éducation, santé, développement social) dans une optique d'accessibilité
- ◆ structuration de l'État québécois (modèle *keynésien*)
 - ▶ interventionniste
 - ▶ rôle régulateur
 - ▶ planification centralisée

 - projets d'envergure nationale
 - élargissement de l'État (taille et budget)
 - fondation des grandes sociétés d'État

 - mécanismes centralisés de résistance
- ◆ la tendance actuelle de localisation et de régionalisation est une remise en question de l'État québécois keynésien...

Historique: le développement économique au Québec

- ◆ économie largement contrôlée par des élites extérieures
- ◆ secteur manufacturier peu développé et prépondérance historique des PME
- ◆ l'effet des accords de libre échange:
 - ▶ destruction des marchés nationaux
 - ▶ création de créneaux micro-économiques (propice pour le développement local)
- ◆ le moyen de faire face à la mondialisation: le développement maximal des régions

Une Réorganisation à plusieurs volets et à paliers multiples

◆ développement local et régional

- ▶ qualité, efficacité et proximité des services
- ▶ ajustement des structures administratives, décisionnelles et opérationnelles

◆ aide sociale et emploi

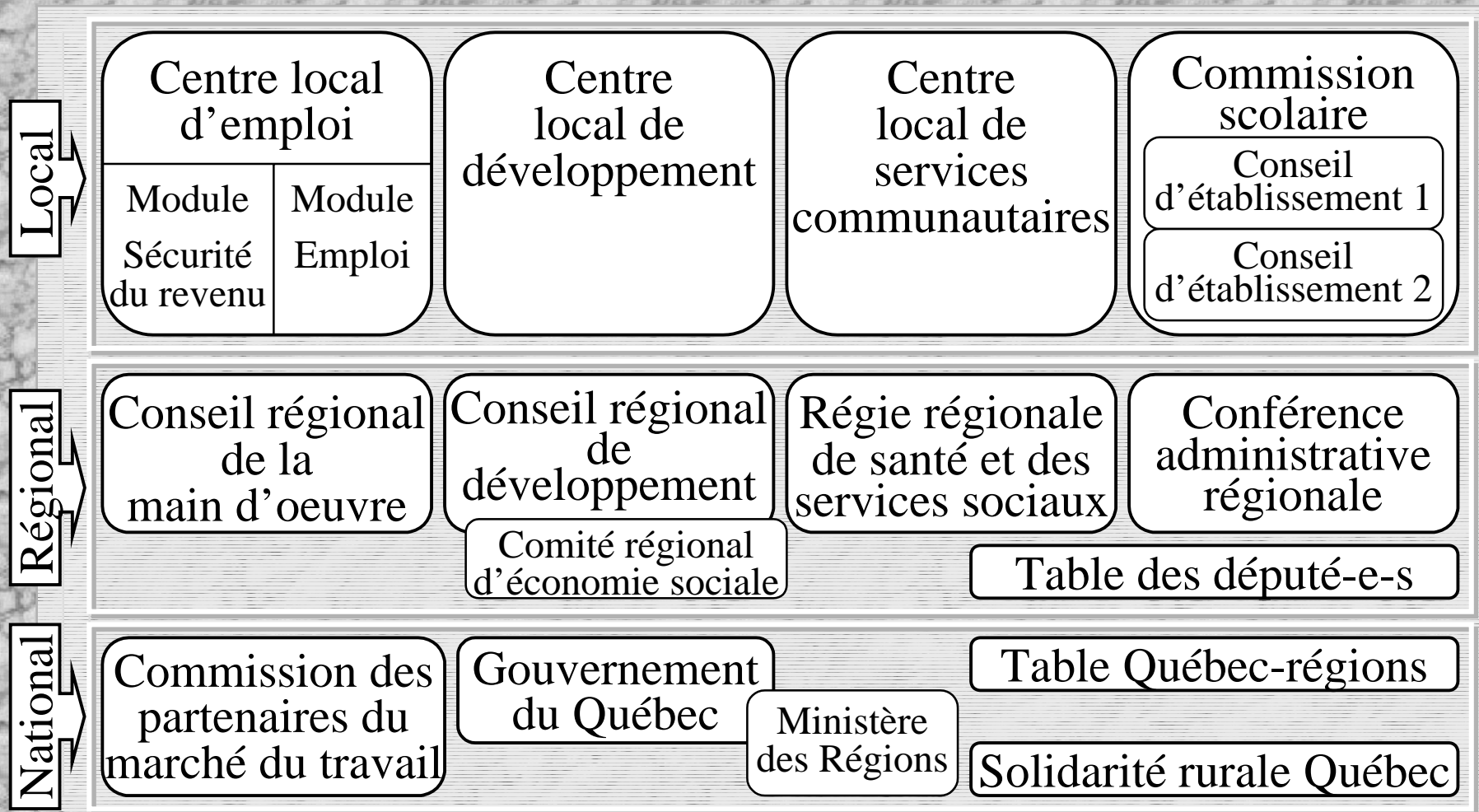
- ▶ l'assistance sociale pour les « plus vulnérables »
- ▶ l'assistance emploi pour les « aptes au travail »

◆ éducation

- ▶ responsabilisation du milieu, ciblage et élitisme

◆ autres

Les structures locales, régionales et nationales



Vers un Nouvel État

◆ Guy Chevrette

« Depuis la création des régions administratives, le rôle de l'administration gouvernementale a considérablement changé, évoluant d'une situation où l'État était entrepreneur à une situation où il exerce actuellement davantage un rôle de soutien aux intervenants locaux et régionaux dans le développement du territoire. »

◆ Banque Mondiale

« ... beaucoup pensaient il y a 50 ans...que l'État devait être le moteur du développement. Aujourd'hui, avec le recul, on comprend que l'État joue un rôle clé dans le développement économique et social, non en tant qu'intervenant direct, mais comme partenaire, catalyseur et promoteur de la croissance. »

Un nouvel État plus petit

◆ Un État à taille réduite

- ▶ compressions budgétaires, coupures de services et mises à pied dans la fonction publique

◆ Un État au rôle appauvri

- ▶ réduction de la souveraineté de l'État face au marché mondial (ALÉNA, OMC, APEC, AMI)

◆ Un État qui fait moins

- ▶ moins de services publics offerts moins largement

Les services dans le nouvel État

- ◆ Reculs importants par rapport aux programmes étatiques gagnés lors de la Révolution tranquille:
 - ▶ perte du principe de l'universalité : l'État ne doit plus « subventionner » les citoyen-ne-s qui ne se prennent pas en main
 - ▶ la responsabilité de l'État s'arrête au maintien du bien être des citoyens les plus pauvres et vulnérables
 - ▶ on ouvre la porte aux « services à deux vitesses »:
 - l'État ne fournit qu'un certain type de « service de base » : le reste est soumis au marché
 - l'État fournit des services à des « populations ciblées »

La Fragmentation

- ◆ la critique de l'État keynésien: un pouvoir trop centralisé et des institutions trop distantes de la population
- ◆ la réponse à cette critique: il faut fragmenter ce qui est trop concentré, trop centralisé et trop lointain
- ◆ le nouvel État veut donc être plus proche des citoyen-ne-s

Comment fragmenter?

- ◆ renvoi des responsabilités du palier central aux paliers régional et local (la décentralisation administrative, la régionalisation, la localisation)
- ◆ un renouvellement des pratiques démocratiques afin de rétablir un contact avec la population et ce, par deux moyens :
 - ▶ la consultation
 - ▶ le partenariat

La Consultation

Banque Mondiale:

◆ « *Les pouvoirs publics sont plus efficaces s'ils sont à l'écoute des acteurs de la vie économique et des citoyens, et s'ils les associent à l'élaboration et à l'application des politiques [en ce sens, ils doivent tenir compte des attentes de la population] ... en particulier de celle des pauvres, qui ont généralement beaucoup de mal à faire entendre leur voix dans les coulisses de pouvoir.* »

◆ Cette façon de faire, vise-t-elle réellement à instaurer une démocratie participative? Est-elle autre chose qu'une politique de l'occupationnel?

Notre essoufflement collectif témoigne de cette « écoute »:

- ◆ Forums régionaux et national sur l'avenir du Québec
- ◆ Forums du développement social régionaux et national
- ◆ Sommets socio-économiques
- ◆ États généraux de l'éducation

Le Partenariat

Banque mondiale

- ◆ *« des solutions inédites doivent être trouvées associant les entreprises, les travailleurs, les ménages et les groupes de proximité. Il faut tout d'abord mettre en place de véritables organisations intermédiaires, dont les représentants au sein des instances de décision doivent être les porte parole des citoyens. »*

- ◆ Le partenariat, dans sa forme actuelle, est-il autre chose que la reconcentration du pouvoir ailleurs mais pas autrement?

Exemples de partenariat:

- ◆ C.A. des Régies régionales de santé et services sociaux
- ◆ le partenariat est à la base des CLD et CLE
- ◆ le Conseil d'établissement de l'école devient lieu partenarial visant les acteurs institutionnels, communautaires et privés
- ◆ et bien d'autres...

Une fragmentation servant les intérêts du marché

- ◆ La grande gagnante de la Réorganisation en cours est l'entreprise privée :
 - ▶ sur le plan philosophique: son modèle imprègne toute la Réorganisation
 - ▶ sur le plan du marché: la privatisation d'institutions et des ressources publiques s'avère une « bonne aubaine »
- ◆ Un discours qu'il faut situer à l'intérieur
 - ▶ d'une pratique gouvernementale de déréglementer
 - ▶ d'une tendance du Capital de se réorganiser
- ◆ Partout dans la Réorganisation en cours, la stratégie de relance locale ou régionale est identifiée à l'avancement des intérêts de l'entreprise privée.

la Chosification de la « Collectivité »

- ◆ La chosification est un processus de mystification
 - ▶ on attribue à un ensemble d'individus une réalité que « la chose » n'a pas
- ◆ La collectivité locale existe-t-elle? Peut-elle promouvoir un intérêt collectif commun?
 - ▶ est-ce que les intérêts des classes sociales n'existent plus?
 - ▶ par exemple, est-ce que les intérêts de la région du Saguenay sont identiques à ceux des Saguenayennes? Pourquoi choisir de miser sur la solidarité régionale plutôt que sur une remise en question du patriarcat?

Vers une nouvelle citoyenneté

- ◆ On veut développer des citoyens et citoyennes:
 - ▶ moins dépendants de l'État
 - ▶ plus autonomes
 - ▶ plus responsables individuellement

Enjeux pour les groupes populaires

- ◆ Le « communautaire » sera appelé à jouer un rôle important dans la Réorganisation:
 - ▶ réduire le coût social de la restructuration
 - ▶ reprise des services publics
- ◆ Enjeux sur le partenariat
 - ▶ virage vers la démocratie déléguée
 - ▶ dépassement du champ de compétence du communautaire
- ◆ Enjeux sur le rôle des organismes populaires
 - ▶ l'arrivée des PAMT dans nos organismes
 - ▶ la gestion locale de la pauvreté
 - ▶ une atteinte à l'autonomie des organismes

Virage vers la démocratie déléguée

- ◆ démocratie directe vs démocratie déléguée
- ◆ représentant ou représentatif
- ◆ démocratie « d'intérêts »

Les compétences du communautaire

- ◆ la professionnalisation
 - ▶ développement de nouvelles compétences et expertises
 - ▶ éloignement de sa base
- ◆ détournement de leur mission
 - ▶ vers des champs d'activités « inexplorés »
 - ▶ par une priorisation des dossiers partenariaux par rapport à ceux relevant de la mission de l'organisme

La PAMT dans nos groupes

- ◆ La Politique active du marché du travail mise sur les groupes communautaires:
 - ▶ on veut lui donner le mandat de combattre l'exclusion
 - ▶ ce combat se fera par l'insertion sociale et professionnelle
- ◆ Les moyens:
 - ▶ accueil dans nos groupes
 - ▶ accompagnement dans les parcours

Gestion de la pauvreté

◆ Gestion des coupures

- ▶ contrats de services avec l'État
- ▶ création de services « complémentaires » (par exemple: maintien à domicile)

◆ Contrôle social des populations démunies

- ▶ encadrement des parcours vers l'emploi

L'autonomie

- ◆ financement vs changement de la mission
 - ▶ nouvelles normes de financement axées sur le service et l'insertion
- ◆ création de 2 classes de travailleurs-euses dans les groupes:
 - ▶ les encadeurs (qualifiés, bien payés)
 - ▶ les encadrés (déqualifiés, précaires, sous payés)
- ◆ redéfinition des pratiques démocratiques